



↓  
ÉTAT DES LIEUX ÉCONOMIQUE

# Entre satisfactions et réserves

JEAN-MICHEL GAUDRON | SVEN BECKER

- ◆ **Serge Allegrezza (Statec / Observatoire de la compétitivité) et Carlo Thelen (Chambre de commerce) se sont prêtés au jeu de notre bavardage.**
- ◆ **Au menu des échanges, spontanés et sans concession: la santé économique du pays et ses perspectives d'évolution.**
- ◆ **Si certaines visions divergent, les deux hommes se retrouvent quant à la nécessité de rester toujours très prudent devant l'embellie conjoncturelle actuelle.**

**L**e Luxembourg perd six places au dernier classement de la compétitivité établi par l'institut suisse IMD. Faut-il s'en inquiéter?

**SERGE ALLEGREZZA** Non. L'institut IMD se base sur un mélange de critères quantitatifs et qualitatifs. Si on regarde le score et non pas la place, on constate que le Luxembourg se tient dans un mouchoir de poche avec le Canada et la Norvège. La moindre petite variation de calcul fait que l'on perd ou gagne très vite des places. Au vu des *benchmarks* que nous suivons nous-mêmes, au sein de l'Observatoire de la compétitivité, je ne dirai donc pas que le Luxembourg souffre d'une grosse perte de compétitivité.

**CARLO THELEN** Il faut en effet appréhender ces classements avec prudence. Mais ils existent et il ne faut pas les négliger non plus. Il est vrai qu'un tiers des indicateurs sont qualitatifs, basés sur la perception des chefs d'entreprise. Dans le classement précédent, il y avait eu une embellie que l'on peut attribuer aux effets d'annonce des différentes mesures présentées par le gouvernement: le référendum, la loi Omnibus, la *sàrl* simplifiée, les mesures pour le logement et l'aménagement du territoire... Les entrepreneurs étaient alors optimistes et cela se ressentait dans les indicateurs. Un an plus tard, il y a un certain mouvement de déception, également lié à la présentation de la réforme fiscale. Cela peut expliquer en partie le recul de cette année. →

**Le pays n'a donc pas perdu son côté *business friendly*, comme pourrait le laisser penser le recul de certains indicateurs liés au climat des affaires ?**

**c.t.** Nous bénéficions d'un retour d'expérience solide et d'un cadre d'affaires bien établi. Les initiatives de soutien de la part de l'État sont nombreuses. Nous profitons aussi de certaines conditions exogènes, par exemple le climat social actuellement tendu chez nos voisins français et belge. Dans le cadre de la troisième révolution industrielle, nous essayons de prendre à bras-le-corps la transformation digitale. Par le biais d'une approche *bottom-up*, nous essayons d'encourager les entreprises moins sensibilisées ainsi que de soutenir celles qui sont déjà bien impliquées.

Des efforts restent à faire en termes de mentalités. J'ai l'impression que nous entrons davantage dans un schéma où le patron souffre d'une mauvaise image, où il est jugé comme celui qui profite aux dépens de ses employés. Une telle image, que nous connaissons surtout en France, est déplacée. En Allemagne ou en Suisse, il y a une valorisation sociétale très positive de l'entrepreneur.

**s.a.** Il est en effet indéniable qu'il n'y a jamais eu autant d'initiatives et d'animation autour de l'entrepreneuriat qu'actuellement. Il se passe beaucoup de choses et c'est remarquable. Je ne suis pas sûr en revanche que la population ait un regard plus négatif sur les patrons et l'entreprise. Selon le *Global entrepreneurship monitor* qui est établi chaque année, si nous nous comparons avec nos voisins, on est plutôt en bonne position au vu des projets entrepreneuriaux évoqués par les gens. Cela me semble donc être moins une source d'inquiétude, même si, évidemment, ce sont surtout les non-Luxembourgeois qui sont les plus dynamiques. Se référer à la seule population résidente luxembourgeoise n'est sans doute pas pertinent. Je ne perçois pas vraiment d'attitude anti-entreprises. Mais il est vrai aussi que depuis 2008, il y a des remises en cause et une certaine inquiétude latente.

Pour ce qui est de l'aspect *business friendly*, il faudrait poser la question à ceux qui veulent investir chez nous. On peut bien imaginer que l'eldorado, que l'on vantait avant, n'est plus depuis les affaires LuxLeaks, Panama Papers et autres dossiers Beps. On sent bien que les marges de manœuvre sont réduites. Mais c'est une très bonne chose qu'il y ait cette purification. Si être *business friendly* signifiait que l'on pouvait faire n'importe quoi n'importe comment, ce n'était pas forcément positif, aussi bien sur le plan légal qu'éthique.

**Avez-vous été surpris que les derniers débats sur la compétitivité à la Chambre des députés n'aient pas accouché de grand-chose ?**

**s.a.** Tout dépendait des attentes initiales, et les miennes étaient très basses... Il est dommage que le sujet de la compétitivité ne soit pas davantage pris au sérieux. J'aimerais bien que ce soit le cas ! Pourquoi la Chambre ne se saisit-elle pas du débat sur l'avenir du pays pour faire venir des experts ?

**Justement, en 2004, un expert français, le prof. Fontagné, avait publié son fameux rapport *Une paille dans l'acier sur la compétitivité du pays*. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ?**

**s.a.** Beaucoup de choses, à commencer par l'existence même de l'Observatoire de la compétitivité ! Nous sommes un des pionniers en la matière. Ce n'est que récemment que le rapport des cinq présidents (*Jean-Claude Juncker pour la Commission européenne, Donald Tusk pour le Sommet de la zone euro; Jeroen Dijsselbloem pour l'Eurogroupe, Mario Draghi pour la BCE et Martin Schulz pour le Parlement européen, ndlr*) a proposé de créer un système d'autorités de la compétitivité indépendantes dans la zone euro en vue de compléter et renforcer l'Union économique et monétaire... L'idée fait son chemin, même si certains États ne veulent pas du tout en entendre parler.

Du reste, pourquoi pas refaire un troisième rapport Fontagné (*un second volet avait été publié en 2009, ndlr*) ? Ça pourrait être une idée. Il y a aussi tout un travail qui est fait au niveau du Conseil économique et social, en passant en revue tous les indicateurs existants.

**Le pays va-t-il vraiment mieux, comme se plaisent à le dire Xavier Bettel ou Pierre Gramegna ?**

**c.t.** Il est indéniable que la conjoncture va mieux, mais nous restons tout de même dans un contexte assez atypique. Il y a certes moins de pression sur les finances publiques, mais il faut relativiser : ce qui nous tire vers le haut, ce sont les créations d'emploi, l'évolution conjoncturelle et la croissance démographique, qui nous placent en bonne position par rapport à nos voisins...

Mais quand on considère l'évolution de la productivité, on se situe plutôt dans la moyenne européenne, il n'y a pas de surperformance intrinsèque. Les investissements publics sont substantiels, ce que l'on peut saluer, étant donné que cela crée du travail auprès des acteurs locaux. En même temps, l'investissement privé demeure relativement faible, notamment en termes de R & D, ce qui montre un manque de confiance de la part des entreprises.

Or, en période de haute conjoncture, il faudrait constituer davantage de réserves. Ceci n'est pas fait. Il y a bien ce fonds souverain qui a été créé en 2014, ce qui constitue un bon début. Mais c'est insuffisant. Si une nouvelle crise systémique ou même sectorielle importante devait survenir, le gouvernement n'aurait le cas échéant plus de munitions pour y faire face et quant au volet budgétaire, la dette publique a déjà fortement augmenté depuis la crise.

Il est vrai que les dépenses publiques sont aujourd'hui davantage sous contrôle qu'il y a 10 ans. Or, dès 2017, le déficit public de l'État central renouerait de nouveau avec un niveau proche de 1 milliard d'euros. Autant dire que nous avons grillé un nombre important de cartouches et que les marges de manœuvre sont très limitées...

**s.a.** Il est clair que la conjoncture nous aide, mais c'est tout de même une conjoncture particulière. Car quand on regarde autour de nous,

« Il est dommage que le sujet de la compétitivité ne soit pas davantage pris au sérieux. »

Serge Allegrezza

on ne peut pas dire que ce soit la zone euro qui nous porte véritablement. C'est le fait d'être bien spécialisés autour d'un certain nombre de secteurs dynamiques, notamment le secteur financier, porté par la bonne évolution des marchés. On profite de cette aubaine pour l'instant, mais le revers de cette médaille, c'est qu'en cas de retournement, ce sera cruel.

C'est donc maintenant qu'il faut profiter de la situation pour investir dans l'avenir. Soutenir l'entrepreneuriat, oui, mais il faut aussi voir tout ce qui est du domaine de l'éducatif ou de la recherche, où nous ne sommes pas vraiment très bons en ce moment. Notre effort en matière de R & D n'est pas au niveau d'un pays développé comme le nôtre.

Alors oui, le pays va mieux, mais il doit continuer à se préparer structurellement, à se diversifier et à faire preuve d'une politique d'investissement constante et probablement beaucoup plus ambitieuse que celle que nous connaissons maintenant.

Je sais que ça gêne quand je le dis, mais je pense que notre endettement public n'est pas suffisamment élevé. Le principe de cet endettement public est de recycler une grosse partie de l'épargne pour l'investir de façon productive pour le développement du pays, plutôt que de s'inquiéter du déficit de ce qu'on appelle l'État central. Il serait ridicule de ne pas profiter des taux d'intérêt historiquement bas pour ne pas s'endetter davantage.

**c.t.** Je ne suis pas d'accord avec cette approche. Le Pacte de stabilité et de croissance indique un besoin de financement jusqu'en 2020 d'en-



## CV EXPRESS SERGE ALLEGREZZA

**25 octobre 1959**

Naissance à Luxembourg

Docteur en sciences économiques appliquées (Université de Liège)

**De 1991 à 2003**

Conseiller de gouvernement première classe au sein du ministère de l'Économie

**Depuis 2003** Directeur du Statec

**Depuis 2003** Directeur de l'Observatoire de la compétitivité

**Depuis décembre 2012**

Président du conseil d'administration de Post Group

viron 8 milliards d'euros. Sur ce total, 3,5 milliards servent à refinancer la dette et 2,7 à financer les déficits à politique inchangée. Les deux autres milliards servent à financer les soulagements fiscaux, à hauteur de 500 millions par année en vitesse de croisière.

Mais le jour où les taux d'intérêt remontent, le budget de l'État devra supporter un coût significatif étant donné que les réserves sont très faibles. On doit aussi s'interroger sur le côté productif et l'effet multiplicateur des investissements réalisés. Suivant certaines statistiques internationales, le Luxembourg reste un des pays les plus endettés du monde, et ce dans une perspective à long terme. C'est dangereux.

**s.a.** Je prétends pour ma part qu'il n'y a pas de dette publique. Les réserves mises de côté pour les pensions sont beaucoup plus élevées que notre dette publique actuelle. Mais je suis d'accord que c'est une vue à court terme. À long terme, la question est de savoir quel est le bon scénario et quelle est la projection que l'on a de l'avenir. Si on croit en l'avenir, si on croit que l'on peut investir et le préparer tous ensemble, collectivement, ces dangers-là ne se matérialiseront pas. Mais si on a une certaine aversion du risque et qu'on a une autre idée de l'avenir, alors remonte à la surface le fait qu'on est potentiellement surendettés et qu'on vit au-dessus de nos moyens. Mais je fais partie de ceux qui pensent que l'avenir est radieux.

**c.t.** Je suis d'accord, sauf au sujet de l'intégration du fonds de compensation dans l'évaluation de la dette. C'est de l'argent mis de côté pour pouvoir être utilisé lorsque le nombre de

cotisants sera en déséquilibre par rapport aux bénéficiaires. On ne peut pas en tenir compte dans le patrimoine de l'État car c'est de l'argent susceptible d'être distribué aux futurs bénéficiaires de pensions de vieillesse.

**s.a.** Je ne suis pas d'accord de ne pas tenir compte de ce fonds compensatoire, qui est une construction juridique. On a bien vu avec la Grèce, quand on a besoin d'argent, où qu'il se cache, l'État sait le puiser là et quand il le faut.

### Quel bilan tirez-vous à mi-parcours de la législation actuelle ?

**c.t.** Un bilan qui me semble mitigé, avec du bon et du moins bon. Cela avait bien commencé avec le *Zukunftspak*, mais hélas les ambitions ont fondu au fur et à mesure. On aurait dû aussi profiter de l'amélioration conjoncturelle pour améliorer davantage les infrastructures. On ne l'a pas suffisamment fait.

Et puis il y a une réforme fiscale qui n'est pas budgétairement neutre, contrairement à ce qui a été annoncé au début. Concernant la fiscalité des entreprises, nous avons été réticents au début, mais nous sommes quelque peu rassurés de savoir qu'il y aura des adaptations ultérieures en fonction des travaux sur Beps et quelques mesures ponctuelles qui sont encore possibles. Cela dit, avec ou sans Beps, il y a des pays qui font beaucoup plus d'efforts au niveau du taux d'affichage, car il y aura de moins en moins de marges de manœuvre nationales pour permettre un régime fiscal stimulant via le truchement des bases imposables.

L'effort doit encore être permis, mais quand on voit ce qui se passe avec les soparfi et la fiscalité, beaucoup se demandent si ça vaut encore la peine de faire l'effort de rester ou de venir au Luxembourg. Maintenant, si la volonté est là pour faire en sorte que les soparfi aient plus de substance, alors d'accord, on peut en discuter, sachant que, qui dit substance dit recettes fiscales et emplois. Il est tout de même dangereux de délivrer de tels messages pour un tel secteur qui représente 30 % des recettes de l'IRC...

Au final, cette réforme fiscale est considérée par beaucoup d'entreprises et d'entrepreneurs comme une simple réformette. Ce n'est pas une réforme qui permettra en soi d'attirer beaucoup d'investisseurs étrangers supplémentaires, ni des talents d'envergure mondiale, ni des grandes fortunes. Il y a eu un peu d'arrosage pour tout le monde, mais le caractère stratégique d'ensemble fait quelque peu défaut...

Cela dit, il n'y a évidemment pas que la réforme fiscale dans la législation. En matière de diversification, beaucoup de choses ont été faites ou annoncées et les politiques de niches de compétences du ministère de l'Économie fonctionnent bien. La création de l'*automotive campus* ou l'exploitation de ressources spatiales sont de bons exemples de haute valeur ajoutée que l'on peut déployer.

**s.a.** Il faut aussi noter que ce gouvernement a connu une phase d'apprentissage et qu'il est soumis à beaucoup de pression, notamment par les sondages qui lui sont défavorables. →

Cela peut aussi constituer un gros avantage, car cela oblige à se démener, à déployer beaucoup d'imagination, à réaliser un maximum d'efforts et à lancer des projets. La dynamique est positive et il faut espérer que les promesses seront tenues jusqu'à la fin du mandat. Oui, en effet, il reste du pain sur la planche. Beaucoup de réformes ont été annoncées, mais sans doute la coalition n'a-t-elle pas mesuré qu'il y aurait autant de résistances, de négociations et que ça prendrait autant de temps. Mais encore une fois, être sous pression, c'est bon pour l'innovation politique dans le pays.

Pour ce qui est de la réforme fiscale, je trouve qu'elle aurait dû être davantage concentrée sur les entreprises et sur les investissements publics. Mais le gouvernement en a décidé autrement et je comprends pourquoi. Dans une période de basse inflation, où le danger de déflation est constant, il y a un sentiment de ne plus progresser. La hausse du revenu disponible médian est très poussive. Avant, il y avait le mécanisme d'indexation qui donnait un nouvel élan. Mais tout d'un coup, il n'y a plus rien. Les seules augmentations pourraient venir de la productivité, mais là non plus, ça ne progresse pas trop. Il fallait donc faire quelque chose pour mettre un peu d'ambiance dans la maison, ce qui explique l'orientation de cette réforme fiscale. On peut cependant craindre que les effets multiplicateurs seront faibles, même si ça donne un peu de bonheur dans les chaumières.

**Il y a un an se tenait le référendum, notamment au sujet du droit de vote des résidents non luxembourgeois. Que reste-t-il, un an après, des débats passionnés qui ont entouré ce scrutin ?**

**c. r.** Il y a tout de même un projet de loi sur la nationalité à venir pour lequel nous saluons les principales mesures proposées, même si le niveau d'ambition de ces mesures aurait davantage été approprié il y a 10 ans. Aujourd'hui, on devrait aller plus loin, surtout dans un contexte nouveau avec la problématique des réfugiés. Dans ce contexte, nous avons intensifié notre collaboration avec l'Adem pour permettre aux réfugiés d'entrer dans un cycle d'apprentissage ou d'accéder à des emplois.

Je ne pense pas qu'il reste des séquelles des débats parfois clivants qui ont eu lieu, même si ces discussions auraient pu être menées autrement et les enjeux mieux expliqués aux citoyens.

**s. a.** À titre personnel, j'ai voté «oui» au droit de vote (*Carlo Thelen aussi, ndr*). Mais d'un autre côté, je trouve que ce fut un rendez-vous très intéressant, car c'est la première fois que l'on a pu confronter les deux visions du monde luxembourgeois : ceux qui sont plutôt ouverts et ceux qui sont plutôt fermés. Tout le monde s'est mêlé de ces débats. Dans toutes les familles, on en a discuté à table. Ce fut quelque chose de polarisant et d'enrichissant. Je pense qu'il en reste aujourd'hui une cicatrice d'amour-propre : jusqu'alors, le Luxembourg s'était toujours présenté comme une nation multiculturelle globale et heureuse. Or, ce référendum a montré que ce



« Nous avons grillé un nombre important de cartouches et les marges de manœuvre sont très limitées. »

Carlo Thelen

CV EXPRESS

CARLO THELEN

9 août 1971

Naissance à Luxembourg

Master en économie (Université de Louvain-la-Neuve)

1996 Rejoint la Chambre de commerce du Luxembourg en tant que conseiller économique et crée le département des affaires économiques

Entre 2004 et 2014 Directeur du département Affaires internationales de la Chambre de commerce (et chef économiste depuis 2007)

Depuis janvier 2014

Directeur général de la Chambre de commerce, succédant à Pierre Gramegna, nommé ministre des Finances

n'était pas tout à fait la bonne image. Il y a au contraire toute une série de craintes et de défiances qui restent à gérer. Non seulement ça a laissé des traces, mais ça peut aussi cimenter la vision de ceux qui ont dit «non» et qui ne veulent pas de ce Luxembourg-là.

J'ai aussi appris qu'il ne faut pas pousser le bouchon. Car nous, les esprits éclairés, avons poussé le bouchon, en disant qu'il fallait promouvoir une nationalité élargie et arrêter avec la fragmentation de la société entre Luxembourgeois et non-Luxembourgeois, entre fonctionnaires et représentants du privé. Cela a poussé le gouvernement à organiser ce référendum et, au final, à prendre une sacrée claque. Alors, ne poussons plus le bouchon ! Maintenant, il faut faire un grand effort d'explication auprès de ceux qui ont peur de manière légitime. Même si cette peur peut être exprimée de manière diffuse et informelle, elle est réelle. Ne pas s'en occuper serait une grosse erreur si on voulait repasser en force sur la question. C'est une belle leçon.

Il va falloir continuer à travailler sur cette blessure d'amour-propre collective. L'initiative *nation branding* a été une première réponse. Il faut continuer à y travailler. ♦

EN RÉSUMÉ

Quand deux économistes de haut vol évoquent la situation du pays, les échanges sont forcément riches. Carlo Thelen (Chambre de commerce) et Serge Allegrezza (Statec / Observatoire de la compétitivité) n'éluent aucun sujet, même ceux qui fâchent... Avec comme souhait commun : le bien-être du pays.